

HOOFDSTUK VIII. — *Financiering van het Consortium voor de validering van de vaardigheden*

Art. 25. De werkingskosten van het Consortium worden, de kosten betreffende de detachering van het personeel uitgezonderd, verdeeld ter hoogte van 30 % voor het onderwijs van sociale promotie, 30 % voor "FOREm", 20 % voor "Bruxelles-Formation", 16 % voor de instantie die door het Waalse Gewest op te richten of aan te wijzen is, 4 % voor de instantie die door de Franse Gemeenschapscommissie op te richten of aan te wijzen is.

De instellingen bedoeld in vorig lid kunnen die kosten overnemen door de terbeschikkingstelling van ruimte en materiaal.

Namen, 24 juli 2003.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
H. HASQUIN

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

Voor de Regering van het Waalse Gewest :

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-President,
E. TOMAS

De Minister belast met het Onderwijs en de Beroepsomscholing,
De Minister van Beroeps- en Permanente Opleiding voor de Middenstand en Beleid inzake de Gehandicapten,
W. DRAPS

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 253

[2004/200103]

27 NOVEMBRE 2003. — Décret portant approbation de l'Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française en matière de soutien à l'intégration scolaire pour les jeunes handicapés (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. L'Accord de coopération en matière d'enseignement pour jeunes handicapés, conclu entre la Région wallonne et la Communauté française, est approuvé.

Art. 3. L'Accord de coopération visé à l'article 2 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 novembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 590 (2003-2004), n° 1.

Compte rendu intégral, séance publique du 29 octobre 2003.

Discussion - Vote.

**Accord de coopération entre la Communauté française
et la Région wallonne en matière de soutien à l'intégration scolaire
pour les jeunes en situation de handicap**

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;
Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er};
Vu la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré;
Vu le décret de la Région wallonne du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;
Vu le décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés,
La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Hervé Hasquin, du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E., Jean-Marc Nollet et du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial, Pierre Hazette,
La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Jean-Claude Van Cauwenberghe, et du Ministre des Affaires sociales et de la santé, Thierry Detienne,
ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent accord, on entend par :

- 1^o établissement scolaire : tout établissement qui organise un enseignement fondamental ou secondaire, ordinaire ou spécial, organisé ou subventionné par la Communauté française;
- 2^o administration : Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique;
- 3^o Agence : Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;
- 4^o service : service d'aide à l'intégration agréé par l'Agence en vertu de l'arrêté du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés;
- 5^o jeune : toute personne handicapée telle que définie à l'article 2 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées et âgée de six à vingt ans ou bénéficiant de la dérogation d'âge prévue à l'article 6 de l'arrêté du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés, et pour laquelle l'Agence conclut à la nécessité d'un accompagnement par un service;
- 6^o famille : les personnes avec qui le jeune est dans un lien de filiation ainsi que le tuteur ou le parent d'accueil, c'est-à-dire celui qui en a la garde.

CHAPITRE II. — *Objectifs généraux*

Art. 2. Le présent accord a pour objet :

- 1^o d'apporter un soutien spécialisé résiduaire à l'action de l'établissement scolaire, au jeune dont la scolarisation dans l'enseignement ordinaire ou dans l'enseignement spécial est rendue difficile en raison de son handicap;
- 2^o de répondre à un besoin ponctuel et/ou d'atteindre progressivement une scolarité à horaire complet pour les jeunes en situation de handicap et en décrochage scolaire ou non scolarisés.

Art. 3. § 1^{er}. Chaque partie contractante s'engage, sous les conditions et dans les limites définies par le présent accord, à permettre aux jeunes une scolarité adaptée et un accompagnement individuel spécialisé.

§ 2. Les modalités d'action des équipes respectives de l'établissement scolaire et du service sont déterminées dans la convention citée à l'article 7.

§ 3. La Région wallonne autorise les services de l'Agence à accompagner des jeunes ou à intervenir auprès de ceux-ci pendant le temps scolaire.

§ 4. La Communauté française autorise la collaboration entre les équipes de l'établissement scolaire et du service dans le respect des compétences et des responsabilités spécifiques à chaque équipe.

Cette organisation est conçue de manière souple et adaptée conformément au projet individuel et au projet de convention visés à l'article 7.

Art. 4. Les parties contractantes se communiquent réciproquement des informations sur les mesures qu'elles adoptent dans les matières concernées par le présent accord.

CHAPITRE III. — *Coopération*

Section 1^{re}. — Les Commissions de soutien à l'intégration scolaire

Art. 5. § 1^{er}. Il est créé deux commissions de soutien à l'intégration scolaire, l'une pour l'enseignement spécial, l'autre pour l'enseignement ordinaire : fondamental et secondaire.

§ 2. La Commission pour l'Enseignement spécial est composée comme suit :

- 1^o un président choisi de commun accord par le Ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses compétences et par le Ministre ayant l'Enseignement spécial dans ses compétences;
 - 2^o deux vice-présidents choisis respectivement par le Ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses compétences et par le Ministre ayant l'Enseignement spécial dans ses compétences;
 - 3^o un représentant du Conseil d'avis pour l'Education, l'Accueil et l'Hébergement de l'Agence;
 - 4^o un représentant du Conseil supérieur de l'enseignement spécial;
 - 5^o deux membres de l'Agence;
 - 6^o deux membres de l'administration représentant l'Enseignement spécial.
- Un de ces membres est un professionnel de la Santé.

§ 3. La Commission pour l'Enseignement ordinaire (fondamental et secondaire) est composée comme suit :

- 1° un président choisi de commun accord par le Ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses compétences et par le ou les Ministres ayant l'Enseignement ordinaire dans leurs compétences;
- 2° deux vice-présidents choisis respectivement par le Ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses compétences et par le ou les Ministres ayant l'Enseignement ordinaire fondamental ou secondaire dans leurs compétences;
- 3° un représentant du Conseil d'avis pour l'Education, l'Accueil et l'Hébergement de l'Agence;
- 4° un représentant du Conseil général de l'enseignement fondamental et un représentant du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire;
- 5° deux membres de l'Agence;
- 6° deux membres de l'administration à raison d'un membre représentant l'enseignement fondamental ordinaire et d'un membre représentant l'enseignement secondaire ordinaire.

Deux sous-commissions sont constituées, à savoir :

- 1° l'une pour l'enseignement ordinaire fondamental, composée du président et des vice-présidents, du représentant du Conseil d'avis pour l'éducation, l'accueil et l'hébergement de l'Agence, du représentant du Conseil général de l'enseignement fondamental, d'un membre de l'Agence et du membre de l'administration de l'enseignement ordinaire fondamental;
- 2° l'autre pour l'enseignement ordinaire secondaire, composée du président et des vice-présidents, du représentant du Conseil d'avis pour l'éducation, l'accueil et l'hébergement, du représentant du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, d'un membre de l'Agence et du membre de l'administration de l'enseignement ordinaire secondaire.

§ 3. Ces commissions et sous-commissions désignent chacune un secrétaire parmi leurs membres et arrêtent un règlement d'ordre intérieur commun qu'elles soumettent pour approbation aux Ministres compétents.

Art. 6. § 1^{er}. Les Commissions prennent connaissance du projet de convention, visé à l'article 7 et rédigé par le service et l'établissement scolaire, ainsi que des documents utiles en vue de statuer sur le bien-fondé de la collaboration entre l'établissement scolaire et le service, en fonction des différents éléments portés à leur connaissance et en relation avec les moyens respectifs existants. Elles rendent une décision d'accord, d'accord conditionnel ou de refus de mise en œuvre de la dite collaboration (selon modèle repris en annexe 3). En outre, elles vérifient que les clauses de la convention sont adaptées aux objectifs et aux modalités de la coopération choisie en vue du développement de l'intégration scolaire des jeunes concernés.

§ 2. Pour le 1^{er} mars de chaque année, les commissions établissent un rapport commun d'activité, remis à chacun des ministres compétents et formulent éventuellement des propositions d'amélioration à apporter aux procédures mises en place.

Ce rapport développe notamment les éléments statistiques suivants :

- 1° le nombre de demandes introduites, ventilées selon les enseignements (fondamental ou secondaire, ordinaire ou spécial);
- 2° le nombre d'élèves de l'enseignement spécial ayant été intégrés dans l'enseignement ordinaire;
- 3° la répartition des élèves concernés par âge;
- 4° la répartition géographique de leur origine;
- 5° la répartition des problématiques évoquées ou des situations de handicap;
- 6° le nombre d'accords rendus par la commission;
- 7° le nombre de refus délivrés par la commission et la répartition des types de motifs évoqués;
- 8° le nombre de recours confirmant la décision initiale;
- 9° le nombre de recours infirmant la décision initiale;
- 10° les domaines dans lesquels se fondent les collaborations d'intervention.

Art. 7. § 1^{er}. L'établissement scolaire et le service, en concertation avec le jeune et sa famille, élaborent le projet de convention.

Le projet de convention précise notamment :

- 1° la nature de la collaboration;
- 2° la motivation de la nécessité d'un apport spécialisé par le service d'aide à l'intégration;
- 3° le lieu de sa pratique;
- 4° la durée des prestations fournies par les différents intervenants;
- 5° le mode et le rythme d'évaluation de la collaboration;
- 6° la mise en évidence de la cohérence des projets individuels scolaires et du service;
- 7° le nom du référent dans l'établissement scolaire;
- 8° la durée de la convention qui ne peut excéder un an.

La convention peut être reconduite moyennant l'accord préalable de la Commission concernée.

§ 2. La convention peut être dénoncée par une des parties avec un préavis correspondant à un tiers de la durée initiale. Toute disposition doit être prise pour maintenir la scolarité du jeune jusqu'à ce qu'une solution alternative soit trouvée et communiquée à la Commission concernée pour information.

§ 3. La convention n'engage que les parties signataires. Les autorités de tutelle des services et établissements exercent leurs compétences dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Ce projet est établi sur un formulaire déterminé à l'annexe 1^{re}.

Il prend le statut de convention après avoir reçu l'accord de la commission concernée. Pour toute la durée de la convention, le jeune est considéré comme un élève régulier.

Section 2 — Procédures

Art. 8. Lorsque le jeune est déjà en possession d'une décision d'intervention de l'Agence ou d'un organisme compétent d'une collectivité fédérée, admise à produire, en vertu d'un accord de coopération, ses effets sur le territoire de la région linguistique de langue française, la procédure est la suivante :

la demande visant à obtenir l'accord sur la convention de soutien à l'intégration scolaire, est signée par un représentant de l'établissement scolaire, un représentant du service, le jeune et son représentant légal et envoyée par courrier à la Commission de soutien à l'intégration scolaire. Elle est présentée sur le formulaire-repris en annexe 2.

A cette demande sont joints les documents suivants :

1° le projet de convention de soutien à l'intégration scolaire;

2° la copie de la décision d'intervention de l'Agence visée à l'article 21 du décret du 6 avril 1995 précité qui conclut à la nécessité d'un accompagnement par un service ou, à défaut, la décision d'un organisme compétent d'une autre collectivité fédérée admise à produire, en vertu d'un accord de coopération, ses effets sur le territoire de la région linguistique de langue française;

3° une attestation établie par une équipe pluridisciplinaire d'un centre agréé visé à l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées ou, à défaut, une attestation établie par une équipe pluridisciplinaire, indépendante du service, composée au moins d'un médecin, d'un psychologue et d'un travailleur social ou paramédical;

4° dans le cas d'une demande qui concerne un jeune, élève de l'enseignement spécial, intégré dans l'enseignement ordinaire, une copie du protocole d'intégration, visé à l'article 7 de l'arrêté du 3 janvier 1995, ou établi selon la circulaire de l'Education nationale du 3 juillet 1981, référencée VIII/E.Sp./JJD/AK/JF/jm;

5° le cas échéant, tout document jugé utile à la décision visée.

La commission concernée statue dans un délai d'un mois à dater de la réception du dossier complet.

Le secrétaire notifie la décision dans un délai de deux semaines.

Art. 9. Lorsque le jeune ne dispose pas encore d'une décision de l'Agence ou d'un organisme compétent d'une autre collectivité fédérée admise à produire, en vertu d'un accord de coopération, ses effets sur le territoire linguistique de la région de langue française, la procédure est la suivante :

la demande est signée par un représentant de l'établissement scolaire, un représentant du service, le jeune et son représentant légal et envoyée par courrier à la Commission de soutien à l'intégration scolaire.

A cette demande sont joints les documents suivants :

1° le projet de convention de soutien à l'intégration scolaire;

2° la décision provisoire visée à l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 précité ou, dans l'attente d'une décision provisoire ou définitive de l'Agence, la preuve que le représentant légal du jeune a déjà introduit une demande individuelle d'intervention sollicitant un accompagnement par un service;

3° si le projet de convention concerne l'enseignement ordinaire (fondamental ou secondaire), un document délivré par un organe habilité prouvant l'existence d'un handicap;

4° dans le cas d'une demande qui concerne un jeune, élève de l'enseignement spécial, intégré dans l'enseignement ordinaire, une copie du protocole d'intégration, visé à l'article 7 de l'arrêté du 3 janvier 1995, ou établi selon la circulaire de l'Education nationale du 3 juillet 1981, référencée VIII/E.Sp./JJD/AK/JF/jm;

5° le cas échéant, tout document utile à la décision visée, notamment, si elle est déjà établie, l'attestation d'une équipe pluridisciplinaire d'un centre agréé visé à l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées.

Dans le cas où une telle attestation est jointe à la demande de décision provisoire, la Commission concernée avale la décision provisoire dès réception de la décision de l'Agence qui conclut à la nécessité d'un accompagnement par un service.

Dans les autres cas, la commission concernée statue dans un délai d'un mois à dater de la réception du dossier complet.

Art. 10. Les demandes sont instruites par l'Administration et l'Agence; elles sont communiquées, avec une proposition, à la Commission concernée qui ne les examine qu'en cas d'avis divergents.

Section 3. — Recours

Art. 11. Il est institué un Conseil chargé de statuer sur les recours contre les décisions des Commissions de soutien à l'intégration scolaire, ci-après dénommé le Conseil.

Il est composé comme suit :

1° un magistrat honoraire désigné par les ministres fonctionnels;

2° trois membres de l'Agence;

3° trois membres de l'administration :

a) un membre représentant l'enseignement ordinaire fondamental;

b) un membre représentant l'enseignement ordinaire secondaire;

c) un membre représentant l'enseignement spécial.

Art. 12. Le Conseil désigne un secrétaire parmi ses membres et arrête un règlement d'ordre intérieur qu'il soumet pour approbation aux Ministres compétents.

La présidence est assurée par le magistrat.

Art. 13. Dans les 10 jours de la notification de la décision d'une des commissions, un recours peut être introduit auprès du Conseil par lettre recommandée à la poste.

Art. 14. Dès réception de la requête, le secrétaire du Conseil requiert la communication du dossier des requérants. Le secrétaire recueille tous les renseignements utiles et établit un rapport destiné au Conseil.

Le secrétaire adresse un courrier aux requérants au moins quinze jours avant la séance au cours de laquelle ils pourront être entendus. Il indique les lieu, jour et heure de la séance.

Art. 15. Le Conseil statue dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande.

CHAPITRE IV. — *Juridiction*

Art. 16. Les litiges qui surgissent entre les parties contractantes à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord sont tranchés par une juridiction, dénommée "juridiction de coopération" telle que visée à l'article 92bis, §§ 5 et 6, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 telle que modifiée, et dans loi du 23 janvier 1989 sur la juridiction visée aux articles 92bis, § 5 et § 6, et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Cette juridiction est composée comme suit :

1° un représentant de la Communauté française désigné par le Ministre fonctionnellement compétent;

2° un représentant de la Région wallonne désigné par le Ministre fonctionnellement compétent.

3° un président coopté par les membres qui doit être un magistrat effectif, honoraire ou émérite de l'Ordre judiciaire.

CHAPITRE V. — *Implications financières*

Art. 17. Les coûts de fonctionnement de la juridiction visée à l'article 16 du présent accord et ceux des commissions visées aux articles 5 et 11 inhérents au présent accord seront à charge de toutes les parties; leur répartition sera fixée par convention entre les Ministres fonctionnels.

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

Art. 18. Le présent accord est conclu pour une période de trois ans.

Bruxelles, le 3 septembre 2003, en cinq exemplaires.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

ANNEXE 1^{re}

*Formulaire d'introduction de la demande de convention
pour un enfant disposant d'une décision d'intervention de l'AWIPH.*

M.
Président de la Commission
de soutien à l'intégration scolaire

M.,

En vertu de l'accord de coopération conclu le entre la Communauté française et la Région wallonne, nous vous transmettons ci-joint un projet de convention de soutien à l'intégration scolaire, destiné à Ce projet a été établi en concertation par les signataires de cette demande, tel que visé à l'article 7 de l'accord précité.

Nous souhaitons obtenir l'accord de la Commission sur ce projet. Pour ce faire, vous pourrez trouver ci-annexé (cocher et compléter) :

le projet de convention de soutien à l'intégration scolaire;

la copie de la décision d'intervention de l'Agence visée à l'article 21 du décret du 6 avril 1995 qui conclut à la nécessité d'un accompagnement par un service d'aide à l'intégration;

ou, à défaut, la décision d'un organisme compétent d'une autre collectivité fédérée admise à produire, en vertu d'un accord de coopération, ses effets sur le territoire de la région linguistique de langue française;

une attestation établie par une équipe pluridisciplinaire d'un centre agréé visé à l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret;

ou, à défaut, une attestation établie par une équipe pluridisciplinaire, indépendante du Service d'aide à l'intégration, composée au moins d'un médecin, d'un psychologue et d'un travailleur social ou paramédical.

Dans le cas d'une demande qui concerne un jeune, élève de l'enseignement spécial, intégré dans l'enseignement ordinaire, une copie du protocole d'intégration, visé à l'article 7 de l'arrêté du 3 janvier 1995, ou établi selon la circulaire de l'Education nationale du 3 juillet 1981, référencée VIII/E.Sp./JJD/AK/JF/jm.

les documents utiles suivants :

-

-

-

-

Nous vous prions d'agréer, M., l'expression de nos sincères salutations.

(Signatures requises.)

*Formulaire d'introduction de la demande de convention pour un enfant
ne disposant pas encore d'une décision d'intervention de l'AWIPH*

M.

Président de la Commission
de soutien à l'intégration scolaire

M.,

En vertu de l'accord de coopération conclu le entre la Communauté française et la Région wallonne, nous vous transmettons ci-joint un projet de convention de soutien à l'intégration scolaire, destiné à Ce projet a été établi en concertation par les signataires de cette demande, tel que visé à l'article 7 de l'accord précité.

Nous souhaitons obtenir l'accord de la Commission sur ce projet. Pour ce faire, vous pourrez trouver ci-annexé (cocher et compléter) :

le projet de convention de soutien à l'intégration scolaire;

la décision provisoire visée à l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret;

ou dans l'attente d'une décision de l'AWIPH provisoire ou définitive, la preuve que le représentant légal du jeune a déjà introduit une demande individuelle d'intervention sollicitant un accompagnement par un service d'aide à l'intégration;

si le projet de convention est signé par l'enseignement fondamental ou secondaire, un document provenant d'une autre administration prouvant l'existence d'un handicap.

Dans le cas d'une demande qui concerne un jeune, élève de l'enseignement spécial, intégré dans l'enseignement ordinaire, une copie du protocole d'intégration, visé à l'article 7 de l'arrêté du 3 janvier 1995, visé à l'article 7 de l'arrêté du 3 janvier 1995, ou établi selon la circulaire de l'Education nationale du 3 juillet 1981, référencée VIII/E.Sp./JD/AK/JF/i.

les documents utiles suivants :

- notamment, si elle est déjà établie, l'attestation d'une équipe pluridisciplinaire d'un centre agréé visé à l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret.

-

-

-

Nous vous prions d'agréer, M., l'expression de nos sincères salutations.

(Signatures requises.)

ANNEXE 2

PROJET DE CONVENTION DE SOUTIEN A L'INTEGRATION SCOLAIRE

Nom et prénom de l'enfant :
 Date de naissance : Classe :
 Adresse :
 Tél : Fax :
 Nom du représentant légal :
 Nom de la personne qui en a la garde : (si autre que le représentant légal)

Identification de l'établissement ou de l'implantation scolaire :

Réseau : C.F.O. O.S. L.C.S. L.N.C.S.
 Chef d'établissement :
 Nom de la personne de contact (si différent) :
 Adresse :
 Tél : Fax : e-mail :
 Nombre d'élèves :
 Personnel paramédical : nbre : qualification :
 Personnel psychologique : nbre : qualification :
 Personnel social : nbre : qualification :

Identification du Service d'aide à l'intégration :

Numéro d'agrément AWIPH :
 Directeur :
 Nom de la personne de contact (si différent) :
 Adresse :
 Tél : Fax : e-mail :
 Nbre d'accompagnements :
 Personnel paramédical : nbre : qualification :
 Personnel psychologique : nbre : qualification :
 Personnel social : nbre : qualification :

1. Quelle est la nature de la collaboration ?

2. Que motive la nécessité d'un soutien résiduaire du SAI en regard des mesures individuelles d'adaptation déjà consenties par l'établissement scolaire ?

3. Quel sera le lieu où se pratiquera la collaboration ? (plusieurs si nécessaire)

Local :
 Adresse :

4. Quelle sera la durée des prestations fournies par les intervenants ?

Jour(s) de la semaine :

De H à H

5. Durée estimée de la collaboration : Semaines / Mois

... Semaines

- Motivation de la durée :

- Le rythme d'évaluation est de

- Quels sont les critères d'évaluation choisis ?

6. En quoi les projets individuels de l'école et du SAI poursuivent-ils des objectifs cohérents ?

7. La date de début de la collaboration est souhaitée au plus tôt le :

ANNEXE 3

DECISION DE LA COMMISSION DE SOUTIEN A L'INTEGRATION SCOLAIRE

0 Notification de l'accord (1) :

le projet présenté est approuvé.

le début et la fin de la collaboration sont fixés du au

0 Notification de l'accord conditionné (1) :

le projet présenté est approuvé aux conditions suivantes :

Les conditions ci-dessus énoncées seront appliquées intégralement dès le début de la collaboration.

le début et la fin de la collaboration sont fixés du au

0 Notification de désaccord :

le projet présenté est refusé pour les motifs qui suivent :

Signatures :

(1) Art. 7, § 2, de l'accord de coopération (art. 80 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002) : la convention peut être dénoncée par une des parties avec un préavis correspondant à un tiers de la durée initiale. Toute disposition doit être prise pour maintenir la scolarité du jeune jusqu'à ce qu'une solution alternative soit acceptée par la Commission.

Art. 7, § 3, de l'accord de coopération (art. 81 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002) : la convention n'engage que les parties signataires. Les autorités de tutelle des services et établissements exercent leurs compétences dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Art. 13. de l'accord de coopération. Dans les dix jours de la notification de la décision de la commission, un recours peut être introduit auprès du Conseil de recours par lettre recommandée à la poste.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 253

[2004/200103]

27 NOVEMBER 2003. — Decreet houdende goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake de steun voor de schoolintegratie ten gunste van jongeren met een handicap (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, ervan.

Art. 2. Het Samenwerkingsakkoord inzake het onderwijs voor jongeren met een handicap, afgesloten tussen de Waalse Regering en de Franse Gemeenschap, wordt goedgekeurd.

Art. 3 Het Samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 2, treedt in werking op 1 januari 2003.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 november 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 590 (2003-2004), nr. 1.

Volledig verslag, openbare vergadering van 29 oktober 2003.

Bespreking - Stemming.

**Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest
inzake de steun voor de schoolintegratie ten gunste van jongeren met een handicap**

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, en meer in het bijzonder artikel 92bis, § 1;

Gelet op de wet van 6 juli 1970 betreffende het buitengewoon en geïntegreerd onderwijs;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigt door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, Hervé Hasquin, van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de "O.N.E.", Jean-Marc Nollet en van de Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs, Pierre Hazette,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigt door haar Regering, in de persoon van zijn Minister-President, Jean-Claude Van Cauwenberghe, en van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid, Thierry Detienne,

zijn overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In dit akkoord wordt verstaan onder :

1° schoolinrichting : elke inrichting die een gewoon of buitengewoon basis- of secundair onderwijs inricht, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° administratie : Algemeen Bestuur van het Onderwijs en het Wetenschappelijk onderzoek;

3° Agentschap : het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées".

4° de dienst : de dienst voor integratiehulp erkend door het Agentschap krachtens het besluit van 19 september 2002 betreffende de integratie van gehandicapte jongeren;

5° de jongere : elke gehandicapte persoon zoals omschreven in artikel 2 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, van zes tot twintig jaar oud of die genieten van de op de leeftijd gestoelde afwijking voorzien in artikel 6 van het besluit van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren, en voor wie het Agentschap besluit dat een begeleiding door een dienst noodzakelijk is;

6° gezin : de personen waarmee de jongere verwant is alsook de voogd of de onthaalouder, d.w.z. diegene die het toezicht heeft.

HOOFDSTUK II. — *Algemene doelstellingen*

Art. 2. Dit akkoord heeft tot doel :

1° aan de jongere waarvan de scolarisatie in het gewoon- of buitengewoon onderwijs vermoeilijkt is door zijn handicap, een gespecialiseerde steun verlenen naast de actie van de schoolinrichting;

2° een bepaalde behoefte tegemoet te komen en/of geleidelijk naar een voltijds schoolbezoek te streven voor de jongeren met een handicap en die van school afhaken of niet opgeleid zijn.

Art. 3. § 1. Elke contracterende partij verbindt zich ertoe om de jongeren een aangepaste scolarisatie en een gespecialiseerde individuele begeleiding toe te staan volgens de voorwaarden en de beperkingen bepaald in dit akkoord.

§ 2. De actie modaliteiten van de respectievelijke groepen van de schoolinrichting en van de dienst worden bepaald in de overeenkomst vermeld in artikel 7.

§ 3. Het Waalse Gewest laat de diensten van het Agentschap toe om de jongeren te begeleiden of bij hen tussen te komen tijdens de schooltijd.

§ 4. De Franse Gemeenschap laat de samenwerking toe tussen de groepen van de schoolinrichting en van de dienst mits het respecteren van de bevoegdheden en de specifieke verantwoordelijkheden van elke groep.

Deze organisatie wordt soepel en aangepast voorgesteld overeenkomstig het individueel project en het ontwerp van overeenkomst bedoeld in artikel 7.

Art. 4. De contracterende partijen zullen informatie uitwisselen over de maatregelen die ze nemen in de materies bedoeld in dit akkoord.

HOOFDSTUK III. — *Samenwerking*

Eerste afdeling. — De Commissies inzake hulpverlening voor schoolintegratie

Art. 5. § 1. Er worden twee commissies inzake hulpverlening voor schoolintegratie opgericht, een voor het buitengewoon onderwijs en een voor het gewoon onderwijs : basis en secundair.

§ 2. De Commissie voor het buitengewoon onderwijs wordt als volgt samengesteld :

1° een voorzitter benoemd in gemeenschappelijk overleg door de Minister tot wiens bevoegdheden het gehandicaptenbeleid behoort en door de Minister tot wiens bevoegdheden het Buitengewoon Onderwijs behoort;

2° twee vice-voorzitters respectievelijk benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheden het Gehandicaptenbeleid behoort en door de Minister tot wiens bevoegdheden het Buitengewoon Onderwijs behoort;

3° een vertegenwoordiger van de adviesraad voor opvoeding, opvang en huisvesting van het Agentschap;

4° een vertegenwoordiger van de Hoge raad van het buitengewoon onderwijs;

5° twee leden van het Agentschap;

6° twee leden van de administratie ter vertegenwoordiging van het buitengewoon onderwijs.

Een van deze leden is een gezondheidsspecialist.

§ 3. De Commissie voor het gewoon onderwijs (basis en secundair) wordt als volgt samengesteld :

1° een voorzitter benoemd in gemeenschappelijk overleg door de Minister tot wiens bevoegdheden het gehandicaptenbeleid behoort en door de Minister tot wiens bevoegdheden het Buitengewoon Onderwijs behoort;

2° twee vice-voorzitters respectievelijk benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheden het Gehandicaptenbeleid behoort en door de Minister tot wiens bevoegdheden het Buitengewoon Onderwijs behoort;

3° een vertegenwoordiger van de adviesraad voor opvoeding, opvang en huisvesting van het Agentschap;

4° een vertegenwoordiger van de Algemene raad voor het basisonderwijs en een vertegenwoordiger van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs;

5° twee leden van het Agentschap;

6° twee leden van de administratie waarvan een lid ter vertegenwoordiging van het gewoon basisonderwijs en een ander lid ter vertegenwoordiging van het gewoon secundair onderwijs.

Twee subcommissies worden opgericht, namelijk :

1° één voor het gewoon basisonderwijs, samengesteld uit de voorzitter en de vice-voorzitters, de vertegenwoordiger van de adviesraad voor opvoeding, opvang en huisvesting van het Agentschap, de vertegenwoordiger van de Algemene raad voor het basisonderwijs, een lid van het Agentschap en een lid van de administratie van het gewoon basisonderwijs;

2° één voor het gewoon secundair onderwijs, samengesteld uit de voorzitter en de vice-voorzitters, de vertegenwoordiger van de adviesraad voor opvoeding, opvang en huisvesting van het Agentschap, de vertegenwoordiger van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs, een lid van het Agentschap en een lid van de administratie van het gewoon secundair onderwijs;

§ 3. Deze commissies en subcommissies benoemen elk een secretaris onder hun leden en bepalen een gemeenschappelijk huishoudelijk reglement dat voor goedkeuring voorgelegd wordt aan de bevoegde ministers.

Art. 6. § 1. De Commissies nemen inzage van het ontwerp van overeenkomst bedoeld in artikel 7 en opgesteld door de dienst en de schoolinrichting, alsook van de nodige stukken om zich uit te spreken over het nut van de samenwerking tussen de school en de dienst op grond van de verschillende gegevens waarvan ze kennis nemen en met inachtneming van de bestaande respectieve middelen. Ze geven hun akkoord of voorwaardelijk akkoord voor de tenuitvoerlegging van de samenwerking, of weigeren dat ze uitgevoerd wordt (volgens het model opgenomen in bijlage 3). Bovendien, gaan ze na of de clausules van de overeenkomst overeenstemmen met de doelstellingen en modaliteiten van de samenwerking waarvoor gekozen wordt met het oog op de tenuitvoerlegging van de schoolintegratie van de betrokken jongeren.

§ 2. De Commissies zullen jaarlijks vóór 1 maart een gemeenschappelijk activiteitenverslag opmaken dat aan de bevoegde ministers wordt afgegeven en ze brengen een aantal verbeteringsvoorstellen naar voor die kunnen toegepast worden op de procedures.

Dit verslag bespreekt meer bepaald de volgende statistische gegevens :

1° het aantal ingediende aanvragen, verdeeld volgens het onderwijs type (basis of secundair, gewoon of buitengewoon);

- 2° het aantal leerlingen van het buitengewoon onderwijs die opgenomen zijn in het gewoon onderwijs;
- 3° de verdeling van de betrokken leerlingen per leeftijd;
- 4° de geografische verspreiding van hun afkomst;
- 5° de verdeling van de aangehaalde problemen of handicaps;
- 6° het aantal akkoorden gegeven door de commissie;
- 7° het aantal weigeringen gegeven door de commissie en de verdeling van de aangehaalde motieven;
- 8° het aantal beroepen die de eerste beslissing bevestigen;
- 9° het aantal beroepen die de eerste beslissing ongedaan maken;
- 10° de gebieden waarin de samenwerkingstussenkomsten voorkomen.

Art. 7. § 1. De schoolinrichting en de dienst werken het ontwerp van overeenkomst uit in overleg met de jongere en diens gezin.

Het ontwerp van overeenkomst bepaalt in het bijzonder :

- 1° het soort samenwerking;
- 2° de motivatie van de noodzaak van een specifieke inbreng van de dienst voor integratiehulp;
- 3° de plaats van de samenwerking;
- 4° de duur van de prestaties geleverd door de verschillende interveniënten;
- 5° de wijze en het evaluatieritme van de samenwerking;
- 6° het wijzen op de cohesie van de individuele projecten van de school en van de dienst;
- 7° de naam van de referent in de school;
- 8° de duur van de overeenkomst beperkt tot een jaar.

De overeenkomst kan verlengd worden met de voorafgaande toestemming van de betrokken Commissie.

§ 2. De overeenkomst kan door één van de partijen opgezegd worden met inachtneming van een opzegtermijn gelijk aan één derde van de oorspronkelijke termijn. Alles moet in het werk gesteld worden om de schooltijd van de jongere te vrijwaren totdat een alternatieve oplossing gevonden en meegedeeld wordt aan de betrokken Commissie ter informatie.

§ 3. De overeenkomst verbindt enkel de ondertekenende partijen. De voogdijoverheid van de diensten en inrichtingen oefenen hun bevoegdheden uit met inachtneming van de geldende regelgeving.

Dit ontwerp wordt opgesteld op een formulier bepaald in bijlage 1.

Het statuut van overeenkomst wordt hem toegekend na het akkoord van de betrokken commissie.

Tijdens de duur van de overeenkomst wordt de jongere beschouwd als regelmatige leerling.

Afdeling 2. — Procedures

Art. 8. Wanneer de jongere al in het bezit is van een beslissing tot tussenkomst vanwege het Agentschap of van een bevoegde instelling van een federale collectiviteit dat geldig is in het Franstalig gebied krachtens een samenwerkingsakkoord, wordt de volgende procedure toegepast :

de aanvraag om het akkoord te bekomen over de overeenkomst inzake hulpverlening voor schoolintegratie wordt ondertekend door een vertegenwoordiger van de schoolinrichting, een vertegenwoordiger van de dienst, de jongere en zijn wettelijke vertegenwoordiger en wordt dan verstuurd per post naar de Commissie inzake hulpverlening voor schoolintegratie. In bijlage 2 wordt ze op formulier voorgesteld.

De volgende documenten worden aan de aanvraag toegevoegd :

- 1° het ontwerp van overeenkomst inzake hulpverlening voor schoolintegratie;
- 2° de kopie van de beslissing tot tussenkomst vanwege het Agentschap bedoeld in artikel 21 van het bovenvermeld decreet van 6 april 1995 dat de noodzaak van een begeleiding door een dienst voorziet of, bij gebrek, de beslissing van een bevoegde instelling van een federale collectiviteit dat geldig is in het Franstalig gebied krachtens een samenwerkingsakkoord;
- 3° een attest opgemaakt door een multidisciplinaire ploeg van een erkend centrum bedoeld in artikel 39 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen of, bij gebrek, een attest opgemaakt door een onafhankelijke multidisciplinaire ploeg, minstens samengesteld uit een geneesheer, een psycholoog en een maatschappelijk of paramedisch werker;
- 4° in het geval van een aanvraag betreffende een jongere, leerling in het buitengewoon onderwijs, opgenomen in het gewoon onderwijs, een kopie van het integratie protocol, bedoeld in artikel 7 van het besluit van 3 januari 1995, of opgemaakt volgens de omzendbrief van de Nationale Opvoeding van 3 juli 1981, met referentie VIII/E.Sp./JJD/AK/JF/jm;
- 5° desgevallend, elk nuttig document voor de bedoelde beslissing.

De betrokken commissie doet uitspraak binnen een termijn van één maand na de ontvangst van het volledig dossier.

De secretaris maakt de beslissing bekend binnen een termijn van twee weken.

Art. 9. Wanneer de jongere nog niet in het bezit is van een beslissing tot tussenkomst vanwege het Agentschap of van een bevoegde instelling van een federale collectiviteit dat geldig is in het Franstalig gebied krachtens een samenwerkingsakkoord, wordt de volgende procedure toegepast :

de aanvraag wordt ondertekend door een vertegenwoordiger van de schoolinrichting, een vertegenwoordiger van de dienst, de jongere en zijn wettige vertegenwoordiger en wordt dan verstuurd per post naar de Commissie inzake hulpverlening voor schoolintegratie

De volgende documenten worden aan de aanvraag toegevoegd :

- 1° het ontwerp van overeenkomst inzake hulpverlening voor schoolintegratie
- 2° de voorlopige beslissing bedoeld in artikel 15 van het bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 of in afwachting van een voorlopige of definitieve beslissing van het Agentschap, het bewijs dat de wettige vertegenwoordiger van de jongere reeds een individuele aanvraag tot tussenkomst heeft ingediend waarbij hij begeleiding door een dienst vraagt;
- 3° indien het ontwerp van overeenkomst het gewoon onderwijs betreft (basis of secundair), een document bezorgd door een bevoegd orgaan als bewijs van de handicap.
- 4° in het geval van een aanvraag betreffende een jongere, leerling in het buitengewoon onderwijs, opgenomen in het gewoon onderwijs, een kopie van het integratie protocol, bedoeld in artikel 7 van het besluit van 3 januari 1995, of opgemaakt volgens de omzendbrief van de Nationale opvoeding van 3 juli 1981, met referentie VIII/E.Sp./JJD/AK/JF/jm;

5° desgevallend, elk nuttig document voor de bedoelde beslissing, in het bijzonder, als het reeds opgemaakt is, het attest van een multidisciplinaire ploeg van een erkend centrum bedoeld in artikel 39 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen.

Indien zulk attest wordt toegevoegd aan de aanvraag tot voorlopige beslissing, zal de betrokken Commissie de voorlopige beslissing goedkeuren zodra de beslissing van het Agentschap wordt ontvangen dat de noodzaak van een begeleiding door een dienst voorziet.

Voor de overige gevallen, doet de betrokken commissie uitspraak binnen een termijn van een maand na de ontvangstdatum van het volledig dossier.

Art. 10. De aanvragen worden onderzocht door de Administratie en het Agentschap; ze worden met een voorstel meegedeeld aan de betrokken Commissie die ze alleen gaat bekijken in geval van uiteenlopende meningen.

Afdeling 3. — Beroepen

Art. 11. Er wordt een raad opgericht om te beslissen over de beroepen die ingesteld worden tegen de door de Commissie inzake hulpverlening voor schoolintegratie genomen beslissingen, hiernagenoemd de Raad.

Hij bestaat uit :

1° een eremagistraat benoemd door de functionele ministers;

2° drie leden van het Agentschap;

3° drie leden van de administratie :

a) een lid ter vertegenwoordiging van het gewoon basisonderwijs;

b) een lid ter vertegenwoordiging van het gewoon secundair onderwijs;

c) een lid ter vertegenwoordiging van het buitengewoon onderwijs.

Art. 12. De raad benoemt een secretaris onder haar leden en legt een huishoudelijk reglement vast dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de bevoegde ministers.

Het voorzitterschap wordt verzekerd door de magistraat.

Art. 13. Binnen de tien dagen na het bekendmaken van de beslissing van een van de commissies, kan een beroep bij de Raad worden ingediend bij ter post aangetekend schrijven

Art. 14. Bij het ontvangen van het verzoek, vraagt de secretaris van de Raad om het dossier van de verzoekers mee te delen.

De secretaris verzamelt de nuttige informatie en maakt een verslag op voor de Raad.

De secretaris richt een schrijven tot de verzoekers minstens vijftien dagen vóór de zitting waar ze kunnen verhoord worden. Hij duidt de plaats, de dag en het uur van de zitting aan.

Art. 15. De Raad spreekt zich uit binnen een termijn van een maand na de ontvangstdatum van de aanvraag.

HOOFDSTUK IV. — *Gerecht*

Art. 16. De geschillen die tussen de contracterende partijen voorkomen over de interpretatie of de uitvoering van dit akkoord worden beslecht door een gerecht, genoemd "Samenwerkingsgerecht" zoals bedoeld in artikel 92bis, §§ 5 en 6, van de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen van 8 augustus 1980 zoals gewijzigd, en in de wet van 23 januari 1989 over het gerecht bedoeld in artikelen 92bis, § 5 en § 6, en 94, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.

Dit gerecht wordt als volgt samengesteld :

1° een vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschap benoemd door de functioneel bevoegde Minister;

2° een vertegenwoordiger van het Waalse Gewest benoemd door de functioneel bevoegde Minister;

3° een voorzitter gecoöpteerd door de leden. Hij moet een effectief, ere- of emeritus magistraat van de Gerechtelijke Orde zijn.

HOOFDSTUK V. — *Financiële gevolgen*

Art. 17. De werkingskosten van het gerecht bedoeld in artikel 16 van dit akkoord en die van de commissies bedoeld in artikelen 5 en 11 van dit akkoord zullen ten laste vallen van alle partijen; de verdeling ervan zal per overeenkomst tussen de functionele Ministers worden vastgesteld.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 18. Dit akkoord wordt voor drie jaar afgesloten.

Brussel, 3 september 2003, in vijf exemplaren.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Kinderwelzijn,

belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E.",

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

BIJLAGE I

*Formulier voor het indienen van de aanvraag tot overeenkomst
voor een kind in het bezit van een beslissing tot tussenkomst van de "AWIPH".*

M.

Voorzitter van de Commissie

inzake hulpverlening voor schoolintegratie

M.,

Krachtens het samenwerkingsakkoord afgesloten op tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, vindt U in bijlage een ontwerp van overeenkomst inzake hulpverlening voor schoolintegratie, bestemd voor.... Dit ontwerp werd in overleg opgemaakt door de ondertekenaars van deze aanvraag, zoals bedoeld in artikel 7 van het voornoemd akkoord.

Wij wensen het akkoord van de Commissie te krijgen voor dit ontwerp. Hiervoor, vindt U in bijlage (aankruisen en invullen) :

Het ontwerp van overeenkomst inzake hulpverlening voor schoolintegratie;

de kopie van de beslissing tot tussenkomst vanwege het Agentschap bedoeld in artikel 21 van het decreet van 6 april 1995 dat de noodzaak van een begeleiding door een dienst inzake integratiehulp voorziet;

of, bij gebrek, de beslissing van een bevoegde instelling van een andere federale collectiviteit dat geldig is in het Franstalig gebied krachtens een samenwerkingsakkoord;

een attest opgemaakt door een multidisciplinaire ploeg van een erkend centrum bedoeld in artikel 39 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet;

of, bij gebrek, een attest opgemaakt door een onafhankelijke multidisciplinaire ploeg van de Dienst Integratiehulp, minstens samengesteld uit een geneesheer, een psycholoog en een maatschappelijk of paramedisch werker.

In het geval van een aanvraag betreffende een jongere, leerling in het buitengewoon onderwijs, opgenomen in het gewoon onderwijs, een kopie van het integratie protocol, bedoeld in artikel 7 van het besluit van 3 januari 1995, of opgemaakt volgens de omzendbrief van de Nationale Opvoeding van 3 juli 1981, met referentie VIII/E.Sp./JJD/AK/JF/jm;

de volgende nodige documenten :

-

-

-

-

Hoogachtend.

(Vereiste handtekeningen.)

*Formulier voor het indienen van de aanvraag tot overeenkomst
voor een kind dat nog niet in het bezit is van een beslissing tot tussenkomst van de "AWIPH".*

M.

Voorzitter van de Commissie

inzake hulpverlening voor schoolintegratie

M.,

Krachtens het samenwerkingsakkoord afgesloten op tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, vindt U in bijlage een ontwerp van overeenkomst inzake hulpverlening voor schoolintegratie, bestemd voor Dit ontwerp werd in overleg opgemaakt door de ondertekenaars van deze aanvraag, zoals bedoeld in artikel 7 van het voornoemd akkoord.

Wij wensen het akkoord van de Commissie te krijgen voor dit ontwerp. Hiervoor, vindt U in bijlage (aankruisen en invullen) :

Het ontwerp van overeenkomst inzake hulpverlening voor schoolintegratie;

de voorlopige beslissing bedoeld in artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet;

of in afwachting van een voorlopige of definitieve beslissing van de "AWIPH", het bewijs dat de wettige vertegenwoordiger van de jongere reeds een individuele aanvraag tot tussenkomst heeft ingediend waarbij hij begeleiding door een dienst inzake integratiehulp vraagt;

indien het ontwerp van overeenkomst ondertekend is door het basis of secundair onderwijs, een document bezorgd door een andere administratie als bewijs van de handicap;

in het geval van een aanvraag betreffende een jongere, leerling in het buitengewoon onderwijs, opgenomen in het gewoon onderwijs, een kopie van het integratie protocol, bedoeld in artikel 7 van het besluit van 3 januari 1995, of opgemaakt volgens de omzendbrief van de Nationale Opvoeding van 3 juli 1981, met referentie VIII/E.Sp./JJD/AK/JF/i.

de volgende nodige documenten :

- in het bijzonder, als het reeds opgemaakt is, het attest van een multidisciplinaire ploeg van een erkend centrum bedoeld in artikel 39 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet.

-

-

-

Hoogachtend.

(Vereiste handtekeningen.)

BIJLAGE 2

ONTWERP VAN OVEREENKOMST INZAKE HULPVERLENING VOOR SCHOOLINTEGRATIE

Naam en voornaam van het kind

Geboortedatum : Klasse

Adres :

Tel : Fax :

Naam van de wettige vertegenwoordiger :

Naam van de persoon die de voogdij heeft : (als verschillend van de wettige vertegenwoordiger)

Identificatie van de inrichting of schoolvestiging :

Net : C.F.O. O.S. L.C.S. L.N.C.S.

Schoolhoofd :

Naam van de contactpersoon (indien anders) :

Adres :

Tel : Fax : e-mail :

Aantal leerlingen

Paramedisch personeel : aantal : kwalificatie :

Psychologisch personeel : aantal : kwalificatie :

Maatschappelijk personeel : aantal : kwalificatie :

Identificatie van de dienst integratiehulpverlening :

Erkeningsnummer : "AWIPH" :

Directeur :

Naam van de contactpersoon (indien anders) :

Adres :

Tel : Fax : e-mail :

Aantal begeleidingen :

Paramedisch personeel : aantal : kwalificatie :

Psychologisch personeel : aantal : kwalificatie :

Maatschappelijk personeel : aantal : kwalificatie :

1. Van welke aard is de samenwerking ?

2. Welke is de noodzaak van een residuaire steun van SAI (DIH) ten opzichte van de individuele aanpassingsmaatregelen reeds toegestaan door de schoolinrichting ?

3. Waar zal de samenwerking plaatsvinden ? (verschillende plaatsen indien nodig)

Lokaal :

Adres :

4. Hoelang duren de prestaties van de interveniënten ?

Dag(en) van de week

Van u. tot u.

5. Duur (schatting) van de samenwerking :Weken/..... Maanden

..... Weken

Het evaluatietempo is

Wat zijn de gekozen evaluatiecriteria ?

6. In welk opzicht zijn de doelstellingen van de individuele projecten van de school en de SAI (DIH) samenhangend ?

7. De begindatum van de samenwerking zou ten vroegste zijn op :

BIJLAGE 3

**BESLISSING VAN DE COMMISSIE
INZAKE HULPVERLENING VOOR SCHOOLINTEGRATIE.**

0 Bekendmaking van het akkoord (1) :

het voorgesteld project is goedgekeurd.

het begin en het einde van de samenwerking wordt vastgelegd van.... tot....

0 Bekendmaking van het voorwaardelijk akkoord (1) :

het voorgesteld project wordt goedgekeurd met de volgende voorwaarden :

De bovenvermelde voorwaarden zullen integraal toegepast worden vanaf het begin van de samenwerking.

het begin en het einde van de samenwerking wordt vastgelegd van... tot...

0 Bekendmaking van de onenigheid :

het voorgesteld project wordt geweigerd voor de volgende reden :

Handtekeningen

(1) Art. 7, § 2, van het samenwerkingsakkoord (art. 80 van het besluit van de Waalse Regering 19 september 2002) : de overeenkomst kan door één van de partijen opgezegd worden met inachtneming van een opzegtermijn gelijk aan één derde van de oorspronkelijke termijn. Alles moet in het werk gesteld worden om de schooltijd van de jongere te vrijwaren totdat de Commissie met een alternatieve oplossing instemt.

Art. 7, § 3, van het samenwerkingsakkoord (art. 81 van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002) : de overeenkomst verbindt enkel de ondertekenende partijen. De voorgedij-overheid van de diensten en inrichtingen oefenen hun bevoegdheden uit met inachtneming van de geldende regelgeving.

Art. 13. van het samenwerkingsakkoord. Binnen de tien dagen na het bekendmaken van de beslissing van de Commissie, kan een beroep bij de Raad worden ingediend bij ter post aangetekend schrijven